

Place financière Suisse

# Les banques veulent continuer à prospérer

Les banques demeurent sous pression dans notre pays : les exigences réglementaires et les incertitudes économiques posent de grands défis à la place financière helvétique. C'est ce que confirment également des estimations actuelles de l'Association suisse des banquiers. **Par René Pfister**



Photo: KeyStone/Martin Rueschi

*Les marchés financiers subissent de fortes turbulences.*

Crise de la dette, problèmes monétaires, turbulences boursières et nouvelles pressions des Etats-Unis pour la livraison de noms de clients: les banques suisses sont soumises à un test de résistance permanent. S'ajoute à cela la sensible détérioration des perspectives conjoncturelles pour 2012. Ces développements se font déjà sentir sur la marche des affaires, comme le confirment les derniers résultats les deux grandes banques UBS et Credit Suisse, dont les bénéfices ont connu un net recul au deuxième trimestre et qui ont déjà annoncé une sensible réduction de leurs effectifs afin de réduire leurs coûts.

## Stagnation de l'emploi

De même, le tout dernier baromètre bancaire de l'Association suisse des banquiers (ASB) annonce une détérioration de la situation. Cet état des lieux annuel, paru en septembre, prévoit une stagnation de l'emploi dans les banques au second semestre. Or, en 2010, tout comme au premier semestre 2011, il avait encore légèrement progressé, de 0,4 pour cent dans chaque cas (voir graphique).

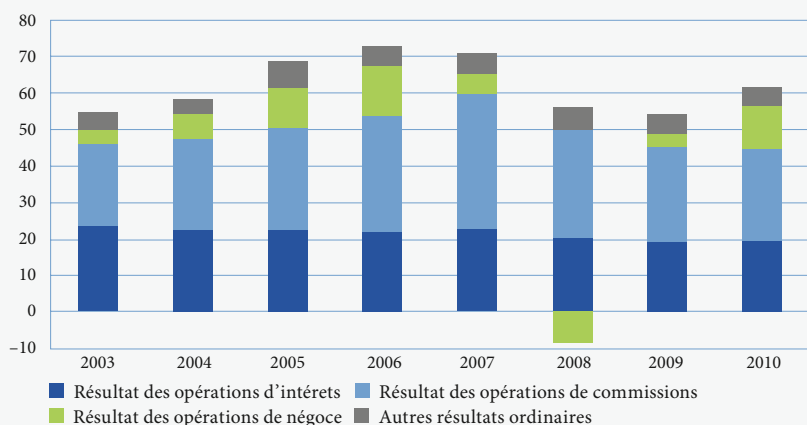
Pour les dirigeants de l'Association des banquiers, toutefois, l'horizon n'est pas totalement obscur et

présente aussi quelques lueurs. En marge de la journée suisse des banquiers qui s'est tenue en septembre, le président Patrick Odier a rappelé l'effet positif de l'accord sur l'impôt libérateur pour la place financière suisse. M. Odier a qualifié de «justes, équilibrés et dans l'intérêt des clients» ces accords négociés avec l'Allemagne et la Grande Bretagne, dont le prix à payer sous la forme de coûts de mise en œuvre de près de 500 millions de francs est, selon lui, «raisonnable».

Pour M. Odier, les accords permettent d'atteindre les buts que voici: d'abord ils tirent un trait sur le passé, ensuite ils préservent la sphère privée financière des clients; enfin ils améliorent le régime bilatéral de l'accès au marché pour les banques suisses. Au sujet des problèmes qui nous opposent aux Etats-Unis, M. Odier a plaidé pour la fermeté et la recherche de solutions conformes au droit suisse. Un second accord international, comme dans le cas UBS, doit être évité, a-t-il insisté, en affirmant que les banques devaient répondre seules d'éventuels agissements illégaux aux Etats-Unis. Il s'est dit convaincu par ailleurs qu'une solution consensuelle reste possible avec les Etats-Unis.

## Banques en Suisse: évolution du résultat

(par domaines d'activité, en milliards de CHF)



Source: BNS

### Défendre une place de tête dans la gestion de fortune

En ce qui concerne l'avenir proche, le président de l'ASB a réaffirmé les valeurs essentielles de la place financière suisse (stabilité, universalité, sens des responsabilités et excellence) ainsi que la «Stratégie pour la place financière à l'horizon 2015» qui se concentre sur la gestion et l'acquisition des fortunes déclarées, la protection de la sphère privée et la croissance. A cet égard, la principale tâche consiste à créer de nouvelles possibilités de croissance et à épuiser le potentiel des marchés en pleine évolution.

Pour que la Suisse puisse défendre sa place de tête dans la gestion de fortune au niveau mondial et développer des champs d'activités tels que la gestion d'actifs, elle doit, selon l'ASB, remplir les conditions suivantes: protéger le secret bancaire, améliorer et harmoniser les conditions-cadre des banques suisses avec les règlements internationaux et assurer l'accès des banques aux «talents de peinture internationale». Claude-Alain Margelisch, le CEO de l'Association suisse des banquiers, a confirmé que l'ASB soutient en principe le projet du Parlement sur la problématique «Too big to fail». Elle demande toutefois qu'on y introduise une «clause de révision» périodique de la réglementation. Le but est de garantir la possibilité de réagir aux évolutions enregistrées à l'étranger et de maintenir la compétitivité des banques. C'est pour

quoi l'ASB veut obtenir un assouplissement des exigences en matière de fonds propres lorsqu'une banque menacée d'insolvabilité peut séparer les fonctions d'importance systémique en cas de besoin.

Pour ce qui est des bulles susceptibles de se former sur le marché immobilier, M. Margelisch a expliqué que les banques sont à la recherche de solutions avec l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (Finma) pour renforcer l'autoréglementation existante en matière d'octroi de crédits. En revanche, l'Association suisse des banquiers rejette résolument le durcissement annoncé par le Conseil fédéral des dispositions sur l'attribution de crédits. Il ne faut pas supprimer la concurrence

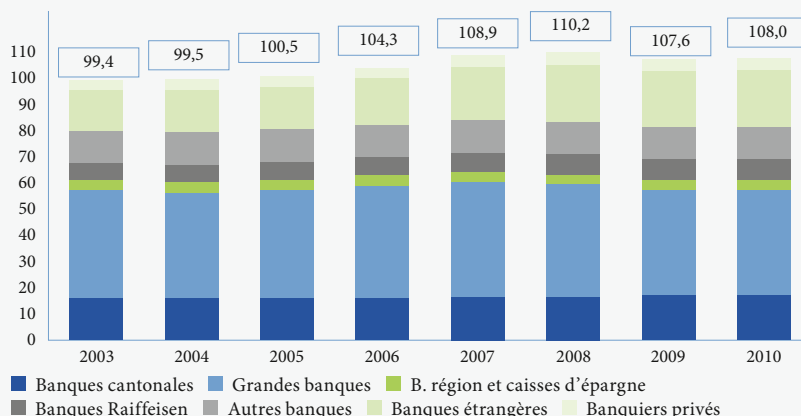
### Bonnes affaires en 2010

Selon le baromètre bancaire, les banques ont enregistré en 2010, période de conjoncture florissante et de taux d'intérêt bas, une marche des affaires positive d'un volume de 61,5 milliards de francs (cf. graphique ci-contre). C'est une progression de 13,4% par rapport à 2009. Les bénéfices nets ont plus que quadruplé pour atteindre 10,6 milliards, la somme totale du bilan a augmenté de 1,7% à 2714,5 milliards. Le nombre des personnes occupées dans la branche s'est inscrit à 108 000. Le volume des hypothèques et des crédits bancaires attribués a atteint 898 milliards de francs. ■

dans les affaires hypothécaires. Enfin, le patron de l'ASB a confirmé que les banques soutiennent les efforts visant à améliorer la stabilité du système. Il s'agit de renforcer le système financier, de limiter les conséquences économiques d'une crise financière et de garantir un approvisionnement stable de l'économie en services financiers. Mais l'ASB demande que les objectifs soient clairement définis et que les éventuelles mesures à prendre soient examinées avec soin. Elle attend en outre de la Confédération qu'elle la consulte sur le processus de réglementation et l'associe à ses travaux. ■

## Banques en Suisse: évolution des effectifs en Suisse

(fin d'année, en milliers d'équivalents temps plein)



Source: BNS